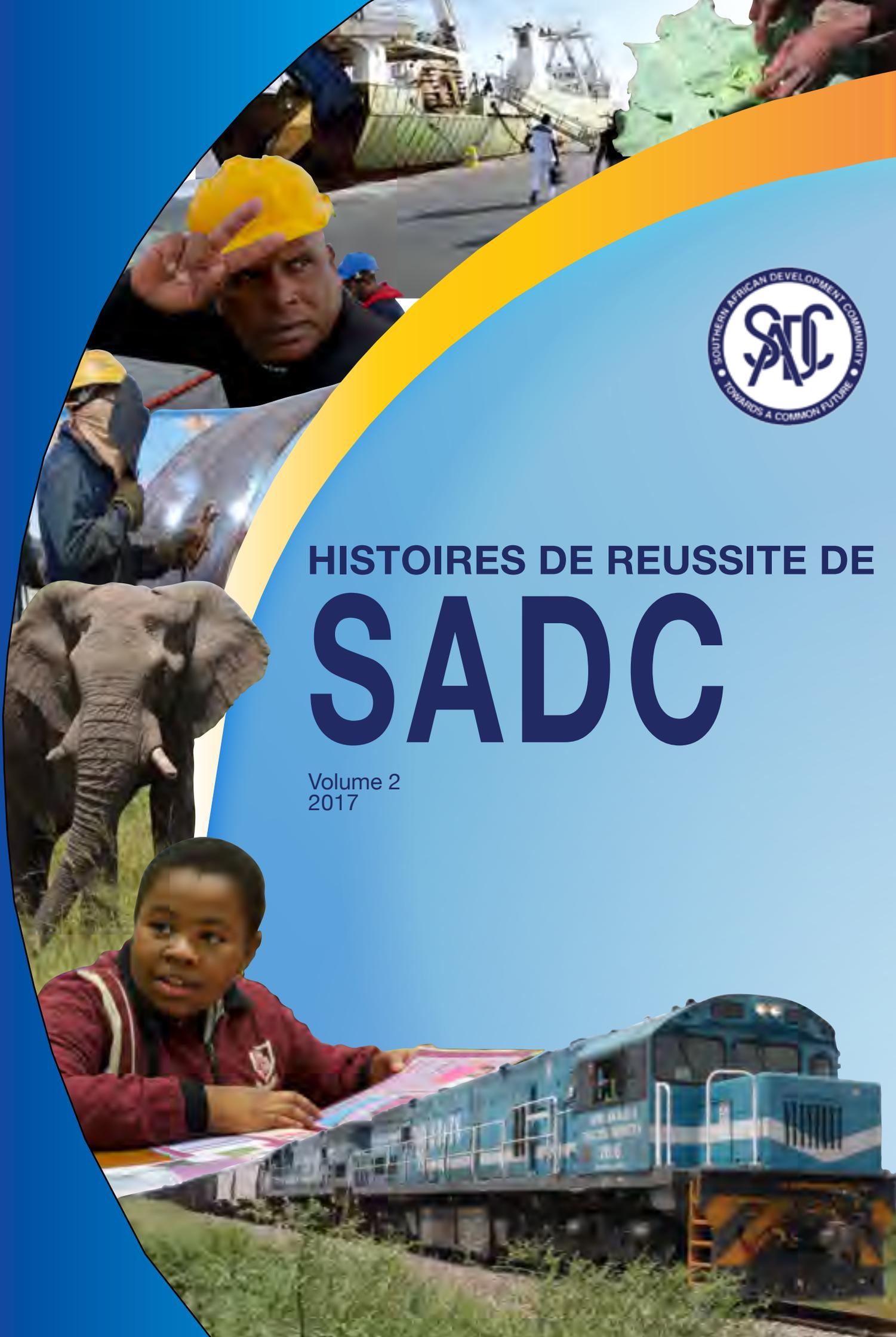




HISTOIRES DE REUSSITE DE SADC

Volume 2
2017



ISBN 978-99968-448-8-1

La Vision de la SADC

La vision de la SADC est celle d'un future commun, un future au sein d'une communauté régionale qui assurera le bien être économique, l'amélioration des standards de et la qualité de vie, de liberté et justice sociale, de paix et de sécurité pour les peuple de l'Afrique Australe.



Message de la Secrétaire Exécutive du Secrétariat de la SADC

L'intégration régionale est non seulement d'une importance cruciale, mais constitue également un outil et une stratégie nécessaire au développement. L'intégration régionale, en termes simples, porte sur la coopération transfrontalière et la création d'économies d'échelle. Les États membres de la SADC se sont convenus de coopérer en regroupant leurs ressources pour la mise en œuvre de projets transfrontaliers ayant un impact plus grand et présentant plus de bénéfices pour les citoyens de la région. Certains de ces projets sont énoncés dans cette deuxième édition qui présente des exemples de réussite de l'intégration dans la SADC.

La publication de cet ouvrage est l'un de nos outils de communication ayant pour objectif d'atteindre les citoyens de la région et de les sensibiliser aux impacts positifs de nos protocoles, accords, politiques et stratégies régionales. En 2016/17, une équipe d'experts a parcouru les pays de la SADC pour recueillir des témoignages mettant en évidence les succès et réalisations enregistrées dans la mise en œuvre du programme d'intégration et de développement régional. Les témoignages couvrent des réalisations dans les domaines de l'infrastructure, du commerce et de l'industrialisation, du changement climatique, de la finance, de la paix et de la sécurité, de la gestion de l'eau, de l'agriculture et du secteur de la conservation transfrontalière.

La mission de l'équipe a impliqué des voyages à travers les pays de la région, par voie maritime et aérienne, afin de dresser une image précise de la manière dont les programmes d'intégration régionale de la SADC améliorent la vie des citoyens.

Pour en souligner quelques-uns, ils ont assisté à la construction du pont Kazungula reliant les rives du fleuve Zambèze et qui formera bientôt un important réseau de transport au cœur de la SADC. Au Malawi, ils ont observé les évolutions enregistrées grâce à la tomate Bvumbwe, laquelle a été développée pour répondre aux conditions spécifiques de cette région et aux besoins de la population. Dans la Baie de Walvis en Namibie et à Nacala au Mozambique, ils ont identifié deux points d'entrée sur le réseau des corridors de transport régionaux et qui assureront le développement de la SADC au cours des prochaines décennies. Ces exemples de réussite de l'intégration régionale sont documentés au moyen de films, de photographies et d'articles. Concomitamment à cette publication, de courtes vidéos seront diffusées dans la région et au-delà pour montrer les avancées enregistrées.

Cette publication a été rendue possible avec l'assistance du Ministère Allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), et grâce aux six programmes mis en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH dans le cadre de la Coopération allemande au développement en partenariat avec la SADC.

La première édition des "exemples de réussite de la SADC" lancée en 2015, a été disséminée auprès de plus d'un million de citoyens de la SADC à travers la brochure imprimée, les vidéos et les réseaux sociaux. Avec cette deuxième édition, nous espérons informer davantage les citoyens de la SADC sur les bénéfices du programme de développement et d'intégration régionale, ainsi que sur l'importance que revêtent les États Membres dans cette entreprise commune.

Ces histoires font état de la SADC à un moment où l'intégration régionale améliore déjà significativement la vie de tous les citoyens. Avec la priorisation renouvelée de l'industrialisation et du développement des infrastructures régionales, entre autres éléments, nos efforts conjoints et nos engagements contribueront assurément à l'intégration continue de la région.



Juillet 2017

Dr. Stergomena Lawrence Tax
Secrétaire exécutif de la SADC





Table des matières

Commerce: Construire des Ponts pour une Croissance Economique renforcée	3
Renforcement de la Paix: La douce promesse de la Paix	7
Agriculture: Nourrir la région, une tomate à la fois	11
Transport: La voie vers le futur de la SADC	15
Industrialisation: Le Renforcement du Commerce	19
Finance: Briser les obstacles à la bancarisation	23
L'eau: Partager l'Or Blanc	27
Infrastructure: Un voyage vers le développement	31
Tourisme: KAZA Développe et nourrit le tourisme de la région	35
Environnement: Faire face au changement climatique ensemble	41



Construire des Ponts pour une Croissance Economique renforcée

Les ouvriers au poste frontalier de Kazungula font plus que construire un pont sur une rivière - ils ouvrent la voie vers une intégration régionale portant la promesse d'une croissance économique renforcée.

Sur chaque rive du fleuve Zambèze, des centaines de camions s'alignent pour traverser la frontière de Kazungula entre le Botswana et la Zambie. A l'Ouest se trouve la Namibie, et à l'Est se trouve le Zimbabwe. C'est une route populaire et qui s'annonce devenir encore plus fréquentée avec la construction du nouveau pont de Kazungula déjà entamée. Autrefois, les camions transporteurs ne pouvaient traverser qu'au nombre de deux par passage en utilisant un des deux ferrys disponibles. La période d'attente pour traverser la frontière pouvait aller jusqu'à trois jours. Cette attente pouvait aller jusqu'à cinq jours et plus s'il arrivait que l'un des ferrys tombe en panne. Le nouveau pont promet de réduire la période d'attente à environ deux heures.

Depuis l'introduction d'une Zone de Libre Echange dans la SADC en 2008, le commerce intra régional est en nette croissance. Les camions et les trains voyagent à présent dans toute l'étendue de la région, permettant les échanges de marchandises de se faire de la RDC à l'Afrique du Sud et de l'Océan Indien à

l'Océan Atlantique.

Le Protocole de la SADC sur le Commerce a toujours reconnu le besoin de faciliter le commerce au sein des pays de la SADC. C'est un outil clé pour stimuler la croissance économique et combattre la pauvreté en Afrique Australe. Ce Protocole engage les Etats Membres de la SADC à éliminer les barrières tarifaires et non-tarifaires, lesquels pourraient étouffer la libre circulation dans la région.

La première décennie après l'entrée en vigueur du Protocole sur le Commerce en 2000, le commerce intra régional a cru de 155%, de 13.2 milliard \$ à 34 milliard \$. A présent le pont Kazungula, au coeur même de la SADC, deviendra un pilier incontournable pour l'accélération de l'expansion du commerce entre les Etats Membres.

Conformément au Protocole sur le Commerce, le Plan Directeur du Développement des Infrastructures Regionales (PDDIR) facilite le Développement d'infrastructures transfrontalières effectives et rentables.

“Nous sommes installés ici mieux que nous l’étions quelque part d’autre.”

Grace Mwashekabo
Le Sage du Village Lumbo Village elder



Le PDDIR fait partie de la Vision 2027 pour le développement de l’infrastructure dans la SADC, de laquelle le transport est l’un des six piliers. La traversée à Kazungula était l’une des pièces manquantes en vue d’accomplir le Corridor Nord-Sud sous le PDDIR.

Le Pont Kazungula est essentiel au corridor étant donné qu’il participera à l’allègement des volumes de circulation dans la région, facilitera le commerce, promouvra la croissance économique dans la région et au-delà, et participera à préparer la région de la SADC en vue d’une croissance de la population d’environ 72 million d’ici 2027.

Identifié comme un projet clé dans le plan de développement régional de la SADC, le pont est financé par les gouvernements du Botswana et de la Zambie. Ceci implique le remplacement de la traversée par ferry par un pont comptant 930m de route et de voie ferroviaire, avec un poste frontière à guichet unique pour chaque direction.

Johannes Labuschagne, un conducteur de camions Sud-Africain. Qui traverse la frontière depuis sept ans en transportant du cuivre de la Zambie vers l’Afrique

du Sud, témoigne de l’excitation que cette initiative suscite. Son plus grand défi avait toujours été l’indisponibilité de ferry du fait de pannes techniques. Lorsque de telles pannes se produisaient, ceci pouvait causer jusqu’à 5km d’embouteillages, résultant à un retardement conséquent des conducteurs de camions.

“Comme transporteurs, nous éprouvons le plus grand fardeau étant donné que, alors que nous sommes censés faire deux chargements par mois, nous ne pouvons effectivement en faire qu’un seul par mois. Ceci réduit donc le chiffre d’affaires de moitié,” dit Labuschagne. Il ne cache pas son impatience de voir l’introduction du poste frontière à guichet unique: “Une fois que votre camion reçoit la permission de traverser la frontière, vous devez uniquement faire tamponner votre passeport et vous pouvez directement continuer votre route vers le client. Ceci sera une amélioration significative pour nous.”

Les postes frontières à guichet unique seront placés sur les deux côtés du pont, permettant ainsi aux conducteurs de s’arrêter une fois seulement aux points d’entrée ou de sortie. Après le contrôle

douanier, le conducteur peut se diriger directement vers le pays voisin. Ceci élimine la duplication des procédures et de ce fait réduit la perte de temps tout en améliorant l’usage du véhicule et de l’équipage.

Le pont, dont le coût est estimé à environ 259.3 million USD est conjointement financé par les gouvernements du Botswana et de la Zambie et sera finalisé d’ici 2018.

Le Président Zambien Edgar Lungu, lors d’une visite à Kazungula en Février 2017 pour s’enquérir du progrès du pont a déclaré que “si la Zambie et le Botswana réussissent, il y’aura plus de commerce dans la région et au-delà.”

Le Protocole:

L’amélioration du commerce est fondamentale à l’intégration régionale. Le Protocole sur le Commerce a été signé en 1996 dans le but de libéraliser le commerce au sein de la SADC, réduire les barrières entre nations et stimuler la production et le développement économique. Au fil du temps, ceci a conduit à l’élimination des barrières tarifaires et des taxes sur les exports et imports, culminant à l’établissement de la Zone de Libre Echange de la SADC.

Le Président Lungu a en effet souligné que le projet ne servira pas seulement le Botswana et la Zambie. “Il a pour objectif d’attirer les investissements étrangers pour afin de soutenir le commerce intra-africain.”

La construction du pont de Kazungula participe d’ores et déjà à la création d’emplois et au renforcement des capacités locales. Une unité de formation mobile a été établie en 2013 au Botswana pour former les artisans requis pour la construction du pont Kazungula et d’autres projets d’infrastructure.

Grace au financement par le Ministère Botswanais des Transports et Communications, l’unité a formé plus de 700 artisans y compris des maçons, des tuiliers et des charpentiers. Le Président du Botswana, S.E. Ian Khama, a fièrement souligné que deux tiers de ceux qui avaient reçu cette formation ont depuis lors trouvé un emploi.

Ceci a également été observé par le Conseiller du Programme de Facilitation de Transit et Transport Tripartite de la SADC, Lovemore Bingandadi: “la construction du pont a généré de nouvelles opportunités économiques pour les autochtones

et les grandes sociétés de construction. Inaugurer le pont soutiendra irréfutablement la croissance des échanges commerciaux et la facilitation du transport transfrontalier.”

Un autre bénéfice immédiat du projet a été la réinsertion des villageois Botswanais près de Lumbo. Leur communauté a connu une croissance exponentielle depuis que plus de 4 million \$ ont été investis pour réinstaller le village et dédommager ceux qui furent affectés.

Alors que le village se trouvait juste à côté de la route qui menait vers le poste frontalier, il se trouve maintenant à quelques kilomètres de la frontière.

Une ancienne du village Lumbo, Grace Mwashekabo, se souvient du fait que que jadis les villageois devaient puiser l’eau du fleuve Zambèze et habitaient dans des maisons faites d’argile. Aujourd’hui les 34 familles dans le nouveau village bénéficient de nouvelles maisons, de l’électricité, de l’eau potable ainsi qu’une école.

“Nous sommes installés ici mieux que nous l’étions auparavant.” affirmait Mwashekabo.

Quelques villageois ont aussi



La Date Finale est de 2018

été embauchés comme ouvriers pour la construction du pont Kazungula. Et beaucoup de femmes dans cette zone sont des commerçantes informelles vendant aux personnes traversant la Rivière Zambèze quotidiennement. Lorsque le pont sera achevé, l’augmentation attendue de la circulation représente également plus de clients pour elles.

“Ce pont est un monument de l’intégration régionale, étant donné qu’il est plus qu’un lien physique entre deux pays », dit Bingandadi, “C’est un conduit pour le commerce, le transport et la circulation des personnes.”



Le Projet du Pont Kazungula fournit les opportunités pour la communauté

La douce promesse de la paix

Lorsque la SADC intervint en vue de soutenir les efforts de paix a Madagascar, ses efforts étaient conduits dans l'esprit local de 'fihavanana', lequel repose sur la solidarité et le respect mutuel entre tous les Malgaches.

L'entreprise de Mr. Hugues Rotoarimanana repose sur la transformation en huiles essentielles d'herbes, de plantes, et d'autres matières premières provenant de tous les coins de Madagascar. La cannelle, le clou de girofle, le ylang-ylang, et d'autres plantes rares tel le katrafay – lequel ne peut être trouvé qu'à Madagascar – sont déversés dans une chaudière pour que leur essence puisse être extraite et infusée dans des huiles pour la confection des produits finis destinés à la vente aux clients Européens de Mr. Rotoarimanana.

Mais en 2009, cette société qui n'avait que deux ans fut confrontée à son plus grand défi: une crise politique qui bouleversa la société Malgache, perturbant ainsi l'ordre tant politique que social. En raison de l'instabilité dans le pays, les investisseurs internationaux se retirèrent de la société de Mr. Rotoarimanana, mettant ainsi en péril sa source de revenus.

“Nous avons eu des insurrections auparavant, mais 2009 fut une année très différente,” dit Rotoarimanana. “Le coup d'état était vraiment une mauvaise chose, premièrement parce qu'il évinça un président démocratiquement élu et deuxièmement parce qu'ils l'ont fait avec l'usage de la force. Nous avons des familles à nourrir, mais brusquement il n'y avait plus de travail. C'était un désastre.”

Tout a commencé après la survenance d'une dispute entre celui qui fut jadis président et un leader d'opposition, menant à une période de conflit et de troubles jusqu'à la prise de pouvoir inconstitutionnelle par l'opposition en Mars 2009. Bon nombre de gens croyaient que Madagascar était au seuil d'une guerre civile.

“Les politiciens essayaient vraiment d'instiguer des tensions dans la population Malgache,” dit Mahamadou Ndriandry, le Président de la Plateforme

Nationale pour les Organisations de la Société Civile.

“Une guerre civile n'a jamais eu lieu ici. Les Malgaches sont soudés. Vous aurez une guerre civile seulement en cas d'extrême tension.”

Dans une tentative de restaurer la paix et la stabilité dans la région, les organismes internationaux, sous l'égide de la SADC, commencèrent à faire pression sur le gouvernement inconstitutionnel.

“La SADC possède un ensemble de processus et mécanismes susceptible à gérer des telles situations menaçant la paix et la stabilité dans la région,” dit Jorge Cardoso, Directeur de l'Organe de la SADC traitant de la Politique, la Défense et la Sécurité.

“Ceci s'opère au niveau des Chefs des Etats. Un chef d'Etat est nommé annuellement pour faire le suivi des processus politiques au sein de la région. La résolution pacifique des conflits est l'un des principes de base afin de traiter des situations surgissant au sein des Etats membres,” confie Cardoso.

L'Organe a été établi par le biais du Protocole sur la Politique, la Défense et la Coopération Sécuritaire de 2001. Ce Protocole affirme l'engagement de la SADC pour la stabilité régionale avec comme objectif de “Protéger les peuples et sauvegarder le développement de la région contre toute instabilité découlant du non respect de la loi et de l'ordre”.

En Mars 2009, après la prise de pouvoir inconstitutionnelle, la SADC suspend Madagascar de ses Etats membres. L'Union Africaine, les Etats Unis et d'autres organismes de la communauté internationale suspendent l'assistance destinée à Madagascar. Trois mois plus tard, l'Union Africaine et les Nations Unies suspendent leur efforts de médiation, pointant du doigt le manque de bonne volonté de la part des belligérants à chercher la réconciliation.



“La SADC fut la porte menant le peuple Malgache à comprendre qu’ils vivent au sein du continent Africain de ce fait, ils ne sont pas solitaires.”

Rasolo Andre

Un ancien diplomate et présentement professeur de sciences politiques à l’Université d’Antananarivo



Jorge Cardoso, Directeur de l’organe SADC sur la politique, la défense et la sécurité

Une semaine plus tard, la SADC dépêcha l’ancien Président du Mozambique Joaquim Chissano a la tête du groupe de travail en charge de la médiation du processus de paix et de l’établissement d’une feuille de route vers la sortie de crise.

“Lorsque Chissano vint ici, il avait en lui l’intention non seulement d’œuvrer avec les organisations de la société civile, mais aussi d’écouter ce qui avait déjà été entrepris sur terrain” affirme Rasolo Andre, un ancien diplomate et présentement professeur de sciences politiques à l’Université d’Antananarivo.

“C’est important parce que lorsqu’ils ont permis au peuple Malgache de prendre part au

processus de prise de décision, ils ont renforcé la durabilité des résultats. Ils sont également venus ici pour faciliter le processus. Ils étaient impliqués comme facilitateurs tout en faisant primer l’approche Malgache,” il ajoute.

L’intervention de la SADC mena à l’établissement d’une feuille de route, laquelle se focalisa sur la restauration de la paix et initia un dialogue national ‘mallgacho-malgache’. Avec l’assistance de la SADC, ceci résulta à un accord selon lequel les élections pacifiques seraient organisées en 2013 et pour lesquelles aucun ancien président ne serait éligible.

La période d’instabilité prit fin en Décembre 2013, lorsque Hery Rajaonarimampianina fut élu à la présidence. Les élections furent qualifiées de libres et transparentes par les observateurs internationaux. Le mois suivant, Madagascar fut réadmis comme membre de la SADC et l’assistance de la communauté internationale fut restaurée.

S’adressant au Conseil de Paix et Sécurité de l’Union Africaine, le Secrétaire Exécutif de la SADC, le Dr Stergomena Lawrence Tax, déclara: “La SADC fait appelle à l’Union Africaine, aux Nations



Mahamadou Ndriandry dit que la société Malgache est très soudée

Le Protocole:

Le Protocole sur la Politique, défense et coopération en matière de sécurité était signé en 2001 en reconnaissance du besoin impérieux de la stabilité comme la seule condition pour la croissance en Afrique Australe. Ceci a conduit à la formation d'une des plus importantes parties de la SADC, l'Organe sur la Politique, Défense et Sécurité. L'Organe fonctionne avec les Etats Membres en vue de promouvoir la paix dans la région et le renforcement de la paix présentement dans la région et pour des générations future.



Les Affaires prospèrent de nouveau

Unies et aux autres organismes internationaux similaires à accueillir les avancées positives que Madagascar a enregistré au travers de la tenue d'élections pacifiques, transparentes et libres, et de ne ménager aucun effort pour assurer que la démocratie et le respect de loi soient renforcés en Afrique Australe.”

Andre attribue le succès du processus de paix en grande partie au concept de 'fihavanana'. Fihavanana tire son origine du mot Malgache 'havana', signifiant

la parenté, et s'accroît sur les liens de parenté du peuple Malgache et la croyance selon laquelle, une blessure commise sur autrui finira par se refléter sur l'agresseur.

“Ce fut vraiment encourageant que la SADC oeuvre avec l'Union Africaine, parce que cela illustre que Madagascar n'est pas qu'une île isolée, que les Malgaches ont des frères et soeurs et qu'ils font partie de l'Afrique”, déclara Andre.

“La SADC fut la porte menant le peuple Malgache à comprendre

qu'ils vivent au sein du continent Africain et que de ce fait, ils ne sont pas seuls.”

Avec les prochaines élections prévues en 2018, l'espoir est que Madagascar maintienne sa stabilité dans le futur. Pour l'instant, la paix émanant des négociations a permis au peuple Malgache de se reconstruire. En outre, les investisseurs ont recouvré leur confiance dans le secteur privé.

Pour Rotoarimanana, la paix a permis à son entreprise de retrouver de sa vigueur. Près d'Antananarivo, à l'usine de l'un de ses fournisseurs, une pile de bâtons de cannelle brûlés dégage une douce odeur recouvrant les prémisses de l'usine – les chaudières ont repris du service pour la production des huiles rares Madagascar.

“Lorsque la population eut vent d'une future réconciliation nationale, ils se sentirent plus en sécurité”, renchérit Rotoarimanana. “La paix injecta plus de confiance aux investisseurs et les affaires commencèrent prospérer.”, en ajoutant que « l'un de mes fournisseurs emploie désormais plus de mille personnes.”



Hugues Rotoarimanana devant l'une de ses usines

Nourrir la région, une tomate à la fois

L'introduction de deux variétés de tomates au Malawi et au Mozambique pourrait renforcer la sécurité alimentaire et pourvoir des solutions locales pour l'adaptation au changement climatique et faire face aux besoins nutritionnels.

Les tomates sont fièrement exposées dans un marché de Blantyre – rondes, dodues et rouges. Ces nouvelles tomates, muries localement sont en train d'émerger comme l'une des plus importantes et effective façons selon laquelle la SADC entend renforcer la sécurité alimentaire dans la région.

Nommées après la station de recherche de Bvumbwe située au Sud de Blantyre au Malawi, ces nouvelles variétés sont appelées tomates de Bvumbwe 1 et Bvumbwe 2. Cette région est connue pour ses collines fertiles.

La volonté d'introduire des variétés qui possèdent une valeur nutritive plus élevées a enjoint les efforts des organisations gouvernementales et non-gouvernementales, y compris le Centre pour la Coordination de Recherche Agricole et du Développement en Afrique Australe (CCRADAA), la SADC, le gouvernement du Malawi, et les horticulteurs, les agronomes et les autres spécialistes. L'initiative est née de la Politique Agricole

Régionale de la SADC.

Environ 70% de la population de la région dépend de l'agriculture pour leur nourriture, revenus et emploi. L'agriculture est également une source majeure d'exportation pour nombreux des Etats Membres, contribuant en moyenne à 13% des revenus d'exportation et 66% de la valeur du commerce intra-régional.

En 2007, le Conseil de la SADC a invité le Secrétariat à prioriser la sécurité alimentaire et la gestion des ressources naturelles transfrontières. En plus de ces priorités, trois autres domaines sont au centre de la politique agricole de la SADC : la production agricole, la production de bétail et l'information sous forme de données. Le Programme de Productivité Agricole et le Plan Regional Indicatif de développement Strategique 2020 fournissent également une direction stratégique.

Les développements à Bvumbwe font foi de ces instruments, et ont mené à l'adoption de variétés de tomates

très nutritives.

Les tomates de Bvumbwe sont tolérantes aux maladies et dotées d'une longue durée de vie, les rendant ainsi plus résistantes aux effets du changement climatique et appropriées pour leur commercialisation transfrontalières par des entrepreneurs à faibles revenus.

Le Directeur Exécutif intérimaire du CCRADAA, le Dr Simon Mwale, basé non loin du Secrétariat de la SADC à Gaborone au Botswana, souligne un autre avantage des tomates de Bvumbwe: elles possèdent un taux de concentration en vitamine A plus élevé que les variétés de tomates courantes.

“Vous pouvez obtenir la vitamine A des produits d'origine animale et végétale, lesquels peuvent être au-delà de la portée des ménages à faibles revenus dans la région de la SADC . La tomate est un ingrédient clé à tous les niveaux de la société. Et avec ces variétés de tomates, vous pouvez fournir davantage de vitamine A aux familles à faibles revenus dans le pays.



Ceci représente une grande avancée pour la nutrition de la population.”

Le Malawi est engagé de longue date dans la lutte contre la déficience en Vitamine A, laquelle provoque des retards majeurs de croissance. Le Malawi a le cinquième taux le plus élevé de retard de croissance au monde avec 53% des enfants de moins d'un an affectés, selon la Banque Mondiale.

C'est en cela que les résultats de la Station de Recherche de Bvumbwe font la différence. Gérée par Mr. Thomson Chilanga, la station a développé les deux variétés susceptibles afin de répondre aux contextes spécifiques du Malawi, du Mozambique et du Zimbabwe.

“La région est propice à la cultivation de diverses plantes. Les agriculteurs aiment cultiver différentes sortes de récoltes et le gouvernement s'attèle à promouvoir la diversification. Dans notre recherche, nous tenons également en compte le marché et ce que les gens veulent,” dit Chilanga.

Leur recherche et leur plateforme d'innovations inclut toute la chaîne d'approvisionnement des produits alimentaires – des agriculteurs aux agents de vulgarisation agricole, grossiste et points de vente au détail, et des centres de distribution. Cette approche de recherche participative, facilitée au travers du CCRADAA permet à toutes les parties prenantes d'identifier et résoudre ensemble les défis autour de la chaîne de valeur .

Les tomates sont déjà un exemple de réussite régionale: la semence est distribuée aux agriculteurs du Mozambique et du Zimbabwe, et ils ont déjà



Jonathan Matebule, président du Challenge Project Group

commencé à planter les variétés de Bvumbwe 1 et Bvumbwe 2.

“Nous avons vu les hommes d'affaires et des consommateurs du Mozambique traverser la frontière vers le Malawi et nous les avons mis en lien avec les agriculteurs du village de Lukya à Thyolo. Il y a maintenant un échange de produits, ce qui est apprécié par les agriculteurs locaux” renchérit Chilanga.

Il ajoute que les agriculteurs locaux “nourrissent les élèves, les patients hospitalisés et même

les prisonniers. Ces divers marchés doivent être mis en lien avec les agri-opérateurs, les agents de vulgarisation agricole et les agriculteurs. Ceci permettra la durabilité à travers le développement de la technologie agricole.”

Lorsqu'une plateforme d'innovation est établie, les scientifiques se retirent et les agriculteurs prennent la gestion de l'entièreté du processus. Cette nouvelle approche a été promue et soutenue au niveau continental



Agnes Jakaramba cultive sa propre au village de Lukya

“La tomate est un ingrédient clé dans la préparation à tous les niveaux de la société. Et avec toutes ces variétés de tomates, vous pouvez fournir une extra vitamine A à toutes les familles de faible revenu dans un pays. C’est un grand plus pour la nutrition de la population.”

Simon Mwale
Le Directeur Exécutif intérimaire du CCRADAA



par le ‘Programme de Défis Sub-Saharien’ dirigé par le Forum pour la Recherche Agricole en Afrique, et coordonnée par le CCRADAA, une extension de la SADC, en Afrique Australe.

Jonathan Matebule, agriculteur, est président du Groupe de Projet de Défis à Lukya, un village situé au sommet des collines donnant sur la Montagne Malanje.

“Les chercheurs sont parvenus à un nombre de variétés mais celle de Bvumbwe fut la meilleure » témoigne Matebule”. “Après ma formation par des scientifiques, j’ai planté cette culture,” il dit tout en pointant vers des tomates, lesquelles nourrissent désormais l’envie des autres agriculteurs.

“Notre niveau de vie s’est amélioré grâce à la vente des tomates de Bvumbwe., Je suis maintenant en mesure de payer les frais de scolarité, j’ai acheté des vaches laitières et des cochons et je suis en mesure de nourrir ma famille convenablement,” ajoute Matebule.

Avant le programme, la plupart des enfants au village n’étaient pas scolarisés. Le taux d’enrôlement est maintenant à 100%, lequel est directement attribué par la communauté aux revenus générés par la vente des produits agricoles,

et spécifiquement des tomates de Bvumbwe.

Le changement est flagrant dans tous les ménages du village. Là où jadis les maisons étaient faites d’argile et de paille, grâce à aux nouveaux revenus, elles sont maintenant remplacées par des habitations en briques avec des toitures en tôle. Quelques villages ont même remplacé les vélos par des motocyclettes, plus adaptées aux routes accidentées.

Matebule n’est pas le seul dans son village qui a vu sa vie changer. Agnes Jakaramba a commencé la sienne comme une employée agricole . Aujourd’hui elle possède sa propre ferme mesurant un hectare dans laquelle elle fait pousser ses légumes. “Nous irriguons trop tôt le matin puis (encore) dans l’après midi. Je fertilise aussi mon champ. C’est une vie difficile mais ce faisant je suis ma propre patronne et je me sens parfaitement bien à présent” .

A Blantyre, le soutien émane également des magasins tournés vers l’agribusiness. Austin Banda, un directeur des opérations dans l’un de ces magasins déclare: “Nous sommes dans les affaires depuis au moins 20 ans, fournissant une assistance technique des semences à la

récolte. Nous avons commencé avec un magasin de distribution, et nous en avons aujourd’hui sept.”

Le Magasin de Blantyre est très fréquenté par les agriculteurs et d’autres clients achetant des produits chimiques, des semences et fertilisants, ainsi que des petits instruments et des pompes.

Dr Mwale est très confiant concernant le succès de cette variété de tomate. “ C’est un succès pour trois raisons: premièrement l’amélioration de la recherche agricole parmi les Etats Membres de la SADC, deuxièmement ce projet encourage le flux des innovations d’un pays vers un autre, et troisièmement il encourage également le commerce intra régional.”

Le Programme de la SADC:

L’agriculture demeure la source primaire d’alimentation, d’emploi et de revenu de 61% de la population de la SADC. Son importance cruciale a mené à la création du Programme de Productivité Agricole des Pays de la SADC (SADC PPAP) en 2008. Le PPAP de la SADC est un programme sur 15 années, divisé en 3 phases de 5 années. L’objectif du PPAP est de renforcer la recherche agricole, l’innovation technologique ainsi que sa dissémination, et créer des liens entre les institutions agricoles de la région.

La voie vers le futur de la SADC

La modernisation du Port de Walvis Bay, dont les couts sont portés à plusieurs millions de dollars, ouvre de nouvelles opportunités pour le commerce régional.

«C'est différent chaque jour», dit Immanuel Hango, debout sur le dock et souriant vers une grue, alors qu'elle retire les conteneurs des camions vers un bateau à quai.

Depuis son enfance passée au Nord de la Namibie, tout ce dont Hango revait était de devenir un ingénieur. En 2016, il fut parmi les 100 Jeunes leaders Africains sélectionnés pour rencontrer Barack Obama, alors Président des Etats Unis. Il est à présent l'un des ingénieurs travaillant à Namport, l'autorité portuaire en Namibie, et participe à construire le futur de son pays.

Walvis Bay a pour objectif de devenir le port de prédilection de certains pays enclavés de la SADC. Cette initiative est menée par des investissements importants dans la région, dont 300 millions USD destinés à la modernisation des corridors reliant Walvis Bay au reste de la SADC, ainsi que de 2,3 milliards USD pour la modernisation du port de Walvis Bay.

«Le plan cadre souligne le besoin pour que le port serve non seulement à la petite population de la Namibie, mais

également à toute la région de la SADC» dit Elzevir Gelderbloem, la Secrétaire Exécutive de Namport.

«Depuis l'indépendance, la Namibie a servi de centre logistique pour la région, mais le challenge a toujours été celui de l'espace», dit Gelderbloem.

Namport s'attend à ce que le port de Walvis Bay modernisé puisse servir la SADC pendant les 50 prochaines années. La modernisation doublera la quantité des marchandises acheminées vers et depuis la SADC via le port.

La première phase de la modernisation est un terminal de gaz liquéfié avec suffisamment d'espace pour deux pétroliers, lesquels relieront directement à un entrepôt de 100 hectares où les marchandises seront stockées avant d'être acheminées à travers la région. Ensuite, un terminal de gaz naturel liquéfié sera construit pour alimenter une centrale électrique secondée par un terminal de manutention pour gérer l'import et l'export de marchandise dans la région. Concomitamment, Walvis Bay est en train d'élargir son terminal des conteneurs.

Augmenter le commerce à travers la région est un objectif du Protocole sur le Transport, la Communication et la Météorologie ainsi que du Plan Régional Indicatif de Développement Stratégique (PRIDS) de la SADC.

Améliorer les infrastructures du transport à travers les frontières est aussi un focus clé du PRIDS, lequel projette que la fréquentation du port augmentera de 92 millions de tonne en 2009 à 500 millions en 2027.

Ces volumes ne peuvent être atteints que si les Etats Membres continuent à faciliter le commerce au-delà des frontières régionales.

«L'intégration régionale est un mécanisme, une très importante stratégie de développement», argumentait Dr Stergomena Lawrence Tax, la Secrétaire Exécutive de la SADC. «A travers notre régime de libre échange, nous avons éliminé les barrières tarifaires, afin de créer au sein de la SADC un grand marché pour vos produits, cependant vous pouvez également concurrencer les produits venant de l'extérieur de la région», remarque le Dr Tax.



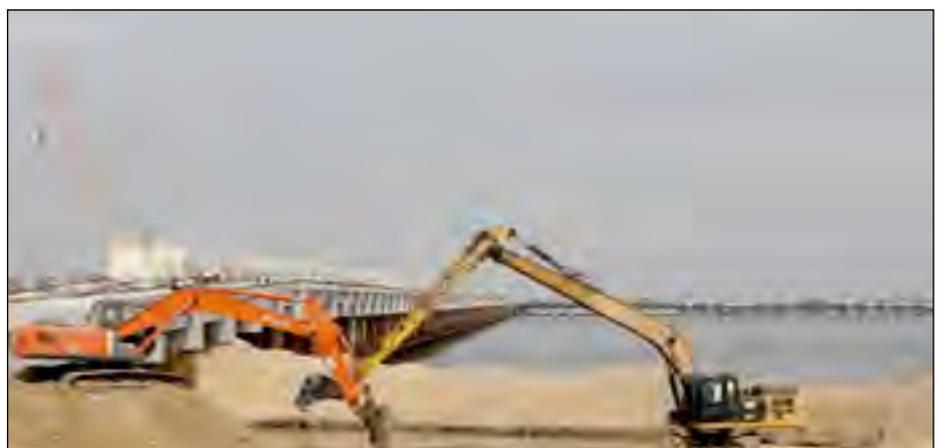


La modernisation doublera la capacité du Port de Walvis Bay

LA Zone de Libre échange de la SADC entrée en vigueur en 2008 est basé sur le Protocole de la SADC sur le Commerce. Le protocole a pour objectif de libéraliser les relations commerciales entre les Etats Membres, tout en stimulant l'environnement d'investissement et renforcer la croissance économique.

Le Directeur Général de Namport est au fait de la dimension régionale du port de Walvis Bay. “ La raison d'être de ce port est de relier les produits d'un point de la SADC vers un autre. Les corridors routiers autour du port sont présentement dans une excellente condition et il existe des plans de modernisation de ces corridors avec des connexions ferroviaires. De cette façon nous servons la région de la SADC,” commente Gelderbloem.

Le port se situe autour de quatre corridors de développement clés. Vers l'Est il relie le Corridor Trans-Kalahari, lequel est la route de prédilection pour les marchandises vers le du Sud et dont le temps de livraison se doit d'être optimisé . Vers le Nord, le Corridor Trans-Cunene



Première Phase, Le terminal de Gaz naturel liquéfié

dessert le sud de l'Angola ; et vers le Sud, le Corridor Trans-Oranje dessert les centres agricoles et miniers de l'Afrique du Sud. Le Corridor Walvis Bay-Ndola-Lubumbashi vers le Nord-Est s'étend vers la Zambie, créant ainsi une route de commerce importante pour les marchandises vers la région du Copperbelt en Zambie et Lubumbashi, la deuxième plus grande ville de la République Démocratique du Congo.

“Lubumbashi est enclavé. Nous n'avons pas des connexions directes aux ports (Congolais) de Banana ou Boma,” dit Kabash Munung, le Gestionnaire en charge du Développement des Affaires pour le Groupe du

Corridor de Walvis Bay (GCWB) à Lubumbashi. “Mais nous utilisons Walvis Bay comme un point de sortie vers l'océan, ou nous pouvons importer les équipements miniers et les cargaisons générales comme les produits de supermarché et la nourriture surgelée.”

Le développement et le maintien de l'infrastructure du corridor reliant Walvis Bay au reste de la SADC est conduit par le GCWB. Fondé en 2000, le mandat du groupe est de s'engager dans le développement des affaires tout en favorisant le port de Walvis Bay comme une route de commerce viable pour l'entrée et la sortie des marchandises vers la SADC.

“Le plan cadre en charge de ce domaine (et) a identifié le besoin pour que le port serve non seulement à la petite population de la Namibie, mais en revanche toute la région de la SADC.”

Elzevir Gelderbloem
La Secrétaire Exécutive de Namport



La Stratégie de la SADC:

Le Plan Directeur du Développement de l'Infrastructure Regionale (PDDIR) est la base même de la vision de la SADC pour le futur. Et a pour objectif de développer et maintenir les infrastructures du transport dans la région et d'harmoniser les politiques autour du transport. L'habilité des Etats Membres au sujet de l'exécution des reformes de transport et la responsabilité de veiller au nancement durable pour le maintient et la provision des infrastructures est impératif. Le PDDIR cherche à stimuler le développement économique en renforçant les partenariats publique-privé et promouvoir les corridors de développement régional.

“Notre position a toujours été, comme stipule le proverbe Africain, l'on mange la viande de l'éléphant petit à petit,” argue le Directeur Général Johny Smith. “Nous avons pris le temps d'évaluer et de comprendre nos voisins. Ce n'est qu'en se basant sur cette philosophie que nous avons développé des relations et des accords.”

En 2004 le GCWB a mené une initiative pour construire un pont à Katimo Mulilo, reliant la Namibie avec la Zambie faisant partie du corridor Walvis Bay-

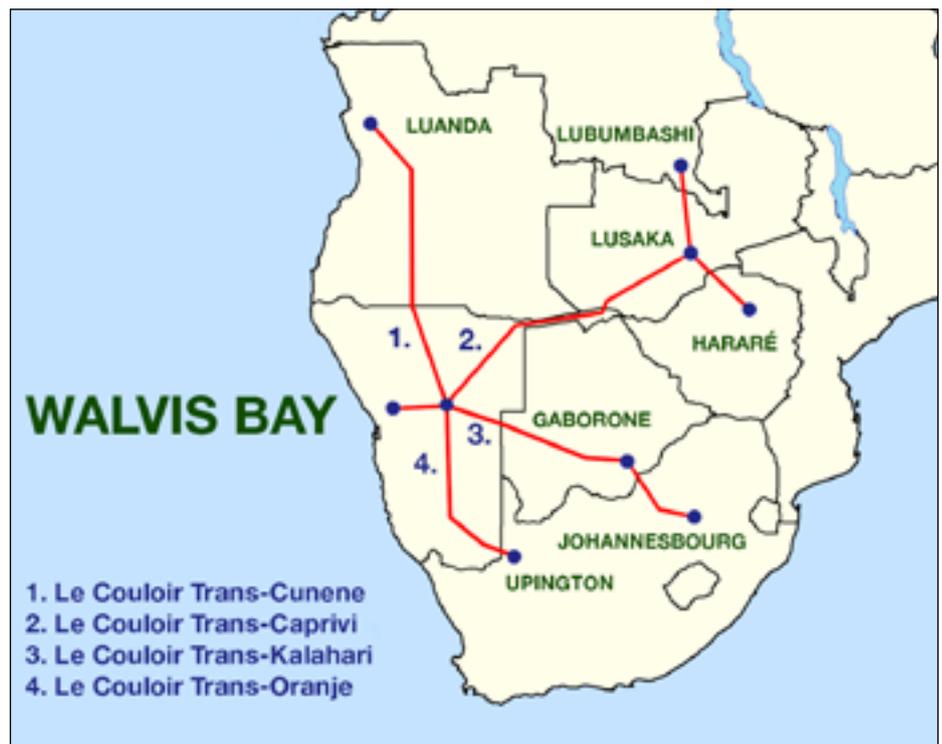
Ndola-Lubumbashi .

“C'est presque comme développer un entrepôt pour la SADC à travers Walvis Bay. Prenant l'exemple du Brésil et du reste de l'Amérique du Sud (l'Amérique Latine), la durée d'acheminement vers les centres économiques mondiaux est de 20 jours, mais cela prend sept jours pour atteindre Walvis Bay depuis le Brésil, et nous seuls pouvons arriver à ce résultat .”

A Walvis Bay, les avenues bourgeonnent d'activités alors que la vieille route reliant Walvis Bay au Swakopmund voisin subi

une modernisation pour coût total de 75 million USD. La nouvelle voie de transport sera utilisée principalement pour l'acheminements de chargements lourds vers Walvis Bay , et devrait être finalisée en 2018.

Pour Hango, l'ingénieur de Namport, le futur du port et de la région est prometteur. “Toute cette entreprise de modernisation est construite autour de l'idée d'être la voie principale vers la SADC” il ajoute, “Si vous revenez dans quelques années, ça sera le Singapour de l'Afrique.”





Le renforcement du commerce

Les initiatives de la SADC ont renforcé le commerce entre Etats Membres et le reste du monde, une tendance qui continuera avec la priorisation renouvelé de l'industrialisation régionale.

En Afrique, la taille du troupeau a une relation directe à votre valeur financière et sociale. L'exploitation du bétail pour la viande et la production du cuir a toujours bénéficié aux industries formelles et informelles dans la plupart des pays de la SADC. Réalisant cette force, la stratégie d'industrialisation de la SADC propose d'augmenter l'exploitation bovine dans la région et de ce fait le niveau des revenus de la population. Augmenter l'exploitation bovine implique de faciliter les échanges entre les commerçants de bovins, de viande et de cuir à travers les frontières de la SADC et le développement d'une stratégie d'exportation conjointe.

Le Botswana, l'Afrique du Sud, la Zambie et le Zimbabwe bénéficient déjà de la demande mondiale pour les produits en cuir tels les chaussures, les sacs et les sièges de voitures de luxe. Elargir ce secteur porteur est l'un des objectifs de la SADC.

Depuis que le Protocole sur le Commerce fut signé en 1996, la libéralisation des

importations et exportations au sein des 15 Etats Membres a multiplié les flux de commerce mutuellement bénéfique au sein de la région et a renforcé les investissements. En même temps, les Etats Membres s'efforcent à adopter des politiques incitatives aux investissements dans la région.

Par sa Stratégie d'Industrialisation, un plan directeur ambitieux pour le développement industriel de la région pour les 5 prochaines décennies, la SADC cherche à pérenniser le succès du Protocole du Commerce et des autres initiatives commerciales.

L'une de ces initiatives est une action qui bénéficie aux commerçants de bétail. En 2012, les fermiers de la région ont souligné que le Botswana ne délivrait les permis d'importation et de transit du bétail qu'à Gaborone, soit à 1000 kilomètres des postes frontaliers. Avec l'assistance de la SADC, le Botswana a alors décidé de délivrer les permis dans d'autres lieux à travers le pays.



Feedlot propriétaire de Werner Faber

Les effets s'en sont ressentis immédiatement chez des milliers de commerçants de bétail en Zambie et au Zimbabwe. A long terme, ce changement contribuera à la croissance et au développement de l'industrie du cuir régionale.

Un commerce intra régional plus facile permet aux sociétés locales d'accéder aux meilleurs produits disponibles, au lieu de devoir s'approvisionner tout les intrants au niveau national – que ce soit les aliments pour bétail, les veaux, ou encore le cuir traité. La collaboration régionale repose sur la réalisation et la combinaison de la force de chaque pays, et d'ainsi renforcer la région dans son ensemble.

L'impact positif de ces initiatives a été immédiat pour les commerçants. La Commission de Viande du Botswana (CVB), par

exemple a instauré des plans pour élargir ses relations à l'intérieur tant qu' à l'extérieur du pays, témoigne Dr Akolang Tombale, le Directeur Général.

“Le CVB est l'une de trois principales industries de viande en Afrique qui exporte vers l'Europe. Nous sommes la plus grande, suivie par les entreprises de viandes de la Namibie et du Royaume du Swaziland. En 2013, par exemple, nous avons exporté 6000 tonnes (de viande) en Europe, et en 2016 ce fut 10.000 tonnes de bœuf et du cuir. Cela constitue approximativement 53% de notre revenu. »

Le CVB est aussi le plus grand producteur du cuir dans la région, représentant 75% du cuir qualité supérieure. Sa main d'œuvre a cru d'une douzaine d'employés il y a 25 ans, à plus de 500 aujourd'hui.

“Nous sommes en train d'accroître le commerce du cuir brute vers l'Afrique du Sud où l'on utilise le cuir dans l'industrie automobile, dans le textile et autres,” dit-il.

Un des bénéficiaires est Handel Street Upholsterers à Johannesburg. Handel produit des intérieurs de voitures de haute qualité pour les clients de la région.

Le Directeur de Marketing



Dr Akolang Tombale



“Premièrement nous nous sommes fournis, maintenant nous exportons dans l’Union Européenne.”

Arekipo Modise
Le officier de Relations Publiques
La Commission de Viande du Botswana



Mr. Ashraf Ismail affirme que l’industrie connaît une croissance exponentielle: “L’augmentation de la demande pour les revêtements en cuir dans les véhicules contribue à la croissance de l’industrie du cuir à travers le canal du marché secondaire.”

Alors que le cuir de qualité Botswanais est utilisé, les acheteurs de ces produits peuvent être éloignés. “Il est attendu que le Nigeria devienne le plus grand consommateur du cuir pour le revêtement intérieur des véhicules sur le continent » renchérit Ismail .

Et l’industrie du cuir bénéficie déjà d’une intégration régionale renforcée au niveau pratique:

le CVB partage une compagnie de marketing avec la Namibie, laquelle a soutenu la croissance des ventes en dehors de l’Afrique pour les deux pays.

Ceci est une bonne nouvelle pour ceux qui sont dans l’industrie. A Gaborone, le propriétaire du parc d’engraissement Werner Faber dit que les compétences locales sont utilisées pour produire et fabriquer une gamme d’alimentation pour les troupeaux locaux.

“Avec le support de l’industrie, nous avons maintenant une centaine d’employés. Il y a beaucoup d’optimisme et les choses s’annoncent bien pour le futur.” dit Faber.

L’emploi créé par les secteurs liés au bœuf et au cuir est vital à l’économie du Botswana.

De retour à l’usine de transformation de viande, il y a un homme qui croit fermement à l’industrie de viande Botswanaise. Arekipo Modise a commencé comme agent de surveillance à l’usine CBV en 2002 et est maintenant en charge des relations publiques.

“Nous pouvons immédiatement déterminer la qualité de la viande et la catégoriser de manière appropriée. Alors que nous produisons pour la consommation locale, nous exportons maintenant vers l’Union Européenne,” dit-il, tout en pointant fièrement aux labels de certification de l’UE apposés sur les produits de l’usine de transformation.

Cette relation a été renforcée par l’Accord de Partenariat Economique SADC- UE, signé en

juin 2016 entre l’UE et le Botswana, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie, l’Afrique du Sud et le Swaziland. L’accord permet l’exportation de ces marchandises sans taxe douanière et soutient les pays de la SADC à respecter les standards de production requis par l’UE en vue d’obtenir les certifications nécessaires.

Pour les citoyens de la SADC comme Modise, ces initiatives régionales combinées avec la productivité entrepreneuriale ont un impact réel sur la vie des gens.

La Stratégie de la SADC:
La Stratégie d’industrialisation de la SADC et la feuille de route 2015-2063 reconnaissent la nécessité de transformer la région au travers de l’industrialisation, la modernisation, le renforcement des capacités, la science et la technologie, le renforcement financier et une intégration régionale poussée. Elles promeuvent un changement radical de la dépendance aux matières premières et à la main d’œuvre bon-marché, à un renforcement de la production de richesse par le travail et le capital.



Briser les obstacles à la bancarisation

L'initiative de la SADC pour le service bancaire régional a assisté les Etats Membres à améliorer leurs systèmes bancaires et à en étendre l'accès aux citoyens de la région.

Le secteur bancaire demeure hors de portée pour des millions de citoyens d'Afrique australe. Ceci enjoint le secteur bancaire à rendre les services accessibles au-delà de la minorité privilégiée.

Beaucoup de gens des zones rurales de la région pourraient ne jamais voir l'intérieur d'une banque. Les statistiques publiées par la Banque de l'Etat de Maurice illustrent, par exemple, qu'environ 80% de la population adulte Africaine n'a pas accès aux services bancaires pour diverses raisons.

Le Protocole de la SADC sur la Finance et l'Investissement, signé en 2006, se penche sur quelques uns de ces défis. Ce protocole cherche à accélérer la croissance, l'investissement et l'emploi dans la région via la coopération, la coordination et la gestion des politiques macro-économiques, monétaires et fiscales. Ce protocole œuvre à établir et soutenir la stabilité macro-économique comme pré-condition pour la une croissance économique durable et pour la création d'une union monétaire

Une des initiatives pour une intégration financière accrue a

été l'introduction du Système de paiement électronique intégré Régional de la SADC (SPEIRS) comme une solution de paiement transfrontalier. Toutes les monnaies de la SADC, y compris le Dollar Américain, ont été approuvées par le Comité des Gouverneurs des Banques Centrales comme mode de paiement de ce système.

Selon Maxine Hlaba, Secrétaire Exécutive de l'Association des Banques de la SADC, le système est porte ses fruits dans la région.

“Nous avons présentement 83 participants dans SPEIRS, dont 76 banques commerciales et 7 banques centrales. Quatorze pays sont maintenant enregistrés et nous continuons à attirer plus de banques” dit Hlaba.

Elle ajoute: “A la fin du mois d'Avril 2017, le nombre total des transactions effectuée par SPEIRS était de 733.597, pour une valeur totale de 244.7 milliards USD.”

Il y a aussi des bénéfices à l'échelle locale du fait des efforts déployés par l'association bancaire pour soutenir les banques des Etats membres à atteindre les niveaux requis de service afin de promouvoir l'inclusion financière.

Au Malawi, par exemple, le défi d'introduire le système bancaire dans la population n'est pas seulement économique mais aussi lié à la perception que l'on s'en fait. Les citoyens croient que les institutions de ce type existent seulement pour les riches, selon la Directrice Exécutive de l'Institut des Banquiers Madame Lyness Nkungula.

“Environ 75% de la population au Malawi a accès aux téléphones cellulaires, ce qui veut dire que nous devons atteindre les populations dépourvues d'accès aux services bancaires à travers les cellulaires,” dit-elle, ajoutant qu'il y a sans doute des opportunités d'expansion.

L'ensemble des groupes bancaires du Malawi adoptent l'usage des nouvelles technologies. Comme membres de SPEIRS, ils reconnaissent la nécessité de se focaliser sur la majorité de la population qui ne possède pas encore de compte bancaire formel.

L'Institut des Banquiers au Malawi travaille étroitement avec le secteur financier pour utiliser la technologie basée sur les téléphones cellulaires pour acquérir des millions de nouveaux clients.



Les affaires de services bancaires mobiles prospèrent au Malawi

La Banque de Réserve du Malawi (BRM) a publié des lignes directrices pour les services financiers digitaux et a élaboré la loi portant sur la régulation de la monnaie électronique (E-Money) et les Systèmes de Paiement afin de guider le secteur financier.

Nkungula affirme que les banquiers du Malawi savent que SPEIRS est crucial pour permettre à la nation de continuer à se développer: “Nous avons décidé de rejoindre SPEIRS en Octobre 2015 parce que nous sommes une famille au sein de la région de la SADC et pensons que si nous n’avions pas pris le train en marche, nous aurions été dépassés par les évolutions technologiques. Cela aurait été plus difficile pour nous d’échanger avec les autres pays de la région.”

Le Malawi a rejoint l’Angola, le Botswana, la RDC, le Lesotho, la Namibie, le Maurice, le Mozambique, les Seychelles, l’Afrique du Sud, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe qui font tous partie de l’Association Bancaire de la SADC constituée en 1998 dans le processus de SPEIRS.

L’Association Bancaire de la

SADC pourvoit une plateforme de leadership bancaire régionale pour l’élaboration d’une direction stratégique et de promouvoir et transformer toute la région en un seul bloc économique. Son établissement était lié au besoin d’une fédération des associations des banques comme interface pour les problématiques ayant trait à l’intégration financière régionale en général et sur le Protocole de Finance et Investissement spécifiquement.

Nkungula affirme que le Malawi appuie pleinement le SPEIRS et les banques du pays sont maintenant capables d’étendre leur clientèle non seulement à l’échelle locales mais également dans des zones plus éloignées.

“Nous ne pouvons pas travailler de manière isolée; nous devons collaborer avec nos voisins , car il y a beaucoup de commerce transfrontalier avec les pays voisins – c’est l’une des raisons pour laquelle nous avons rejoint le SPEIRS. Nous avons observé une croissance du volume des échanges transfrontaliers de 10% à environ 30%, ceci représente une confiance accrue dans le système bancaire intra régional,” dit-elle.

Les partenariats entre les banques formelles et informelles ont augmenté, selon Nkungula. Au travers de tels arrangements, les banques sont capables d’offrir des produits au de là du paiement de factures et les revenus issus des économies, du crédit et des assurances.

“La perception au Malawi que les banques sont faites seulement pour les riches est en train de changer, et la technologie et l’innovation nous aideront à accélérer ce processus,” dit Nkungula. “Nous avons dix groupes bancaires et une population d’environ 17 millions. De cette population seulement approximativement 30% a accès aux services bancaires, ce qui signifie que beaucoup de banques sont en concurrence pour peu de clients.”

Alors que les nouvelles technologies sont destinées à être plus largement répandues, une tendance marquée vers la banque mobile s’annonce. “En ce moment toutes les banques ne sont pas dotées de la technologie bancaire mobile, mais celle-ci est la voie que toutes les banques doivent suivre,” ajoute Nkungula.

Les personnes handicapées représentent un groupe de la population qui bénéficie particulièrement des nouveaux services bancaires mobiles. Elles peuvent maintenant accéder aux fonds et avoir accès à leur argent sans avoir à se déplacer, de fois avec grande difficulté , vers une banque physique.

Stella Nkonya, la Directrice Exécutive des Droits Humains pour les Filles Handicapées, souligne que les nouvelles technologies ont beaucoup assisté son organisme et ses membres. “La Population handicapée bénéficie du fait qu’elle ne doit pas

“Environ 75% de la population au Malawi a accès aux téléphones cellulaires, qui veut dire que nous devons atteindre les populations dépourvues des services bancaires à travers les cellulaires.”

Lyness Nkungula
Directrice Exécutive de l'Institut des Banquiers



Les clients des Banques attendant prêts à transférer leur argent

attendre dans les queues ou encore parcourir de longues distances pour atteindre une banque,” dit-elle. “Le système de service bancaire mobile est simple et facile; efficace et pratique.”

Le coût des transactions mobiles est également peu cher. Nkonya ajoute: “Si vous désirez transférer de l'argent en utilisant un autre système vous devez payer les frais de service, mais avec le système de service bancaire mobile, vous n'aurez pas de frais supplémentaires.”

Une autre communauté bénéficiant de l'amélioration dans la technologie bancaire sont les groupes de villageois. Avec les groupes bancaires au village,

les gens rassemblent leur argent en espèce lors de leur réunion et place les fonds en tant que collectif. Le système de services bancaires mobile a permis à ces groupes d'envoyer leur argent via un système fiable. Ceci a promu l'idée des comptes conjoints et le développement communautaire via les économies collectives.

Nkungula de l'Institut des Banquiers sait que la coopération avec les régulateurs nationaux est cruciale. “Le système bancaire de la SADC nous a relié à beaucoup de pays et aussi aux membres,” dit-elle. “Les banques locales ne peuvent opérer juste au Malawi, la croissance serait réduite. Leur croissance sera accélérée si elles

collaborent avec d'autres banques de la région et même au-delà de l'Afrique.”

Ceci est confirmé par les statistiques bancaires de la SADC, lesquelles prouvent à juste titre que faire des opérations bancaires dans la région répond à un besoin clé des citoyens et des entreprises. En 2015 par exemple, 55% of des transactions bancaires émanaient d'un Etat Membre vers un autre.

Ceci signifie que les opérateurs financiers aux frontières équipés des outils technologiques appropriés et appuyés par le Protocole d'Investissement et de Finance de la SADC sont destinés à être mieux à même de servir leurs clients.

Le Protocole:

Dans le but d'accélérer la croissance, l'investissement et l'emploi dans la région de la SADC, les Etats Membres ont adopté en 2006 le Protocole de la SADC sur la Finance et l'Investissement. Ce protocole a pour but d'améliorer et faciliter le libre mouvement des capitaux, des personnes, des biens, et des services et de créer des institutions et mécanismes appropriés pour réaliser ces objectifs.

Partager l'Or Blanc

Prendre soin des ressources d'eau de la région requiert une approche intégrée de la gestion de l'eau. C'est une leçon partagée par les quatre Membres d'ORASECOM: Le Botswana, le Lesotho, la Namibie et l'Afrique du Sud – lesquels sont entrain de restaurer le Wetlands du Lesotho afin de préserver la Rivière Orange-Senqu.

Lorsque la pluie tombe sur les hauteurs du Lesotho, à 3500m au dessus du niveau de la mer, elle se déverse dans la Rivière Orange-Senqu, une des plus grandes d'Afrique. Sur une distance de 2200km, le flux se fraie un chemin vers l'Afrique du Sud, le Botswana et la Namibie. Tout le long de son cours, la rivière joue un rôle économique crucial pour les populations locales.

Sur les hauts plateaux du Lesotho où des barrages ont été érigés pour créer une centrale hydro-électrique, la vente d'eau de la rivière Orange-Senqu génère 33% du Produit National Brut du Lesotho. Et alors que cette eau s'écoule via Gauteng, elle contribue à 26% de l'économie Sud Africaine.

En vertu de leur valeur immense pour les pays respectifs, les Basothos qualifient les ressources d'eau comme étant de "l'Or Blanc". Le système riverain de l'Orange-Senqu est entretenu par les zones humides (wetlands) dans les hautes terres du Lesotho. Les terres humides absorbent de l'eau pendant la saison de pluie et la déversent dans la rivière périodiquement, soutenant ainsi un flux continu et a réduisant

les effets des inondations et des sécheresses en aval.

Cependant, la dégradation des zones humides ces dernières années a réduit leur capacité de rétention et de dégagement d'eau. Ceci a impacté le flux d'eau à travers l'entièreté du système riverain.

"Nous nous rendons compte que nos pâturages sont en train de se détériorer et qu'il y a des carences d'eau," dit Mpiti Letse, Chef du village de Ha Tlhaku dans les terres humides de Khubelu au Lesotho. "Il y a une plante appelée Diphophotho laquelle grandissait autrefois dans les champs mais qui ne pousse plus à cause des mauvaises herbes. Nous essayons de nous assurer qu'il y a suffisamment d'eau pour nous et pour notre bétail, et que le flux d'eau dans la rivière Qoadi soit continu parce qu'elle nourrit la Rivière Senqu, qui est la rivière de la nation."

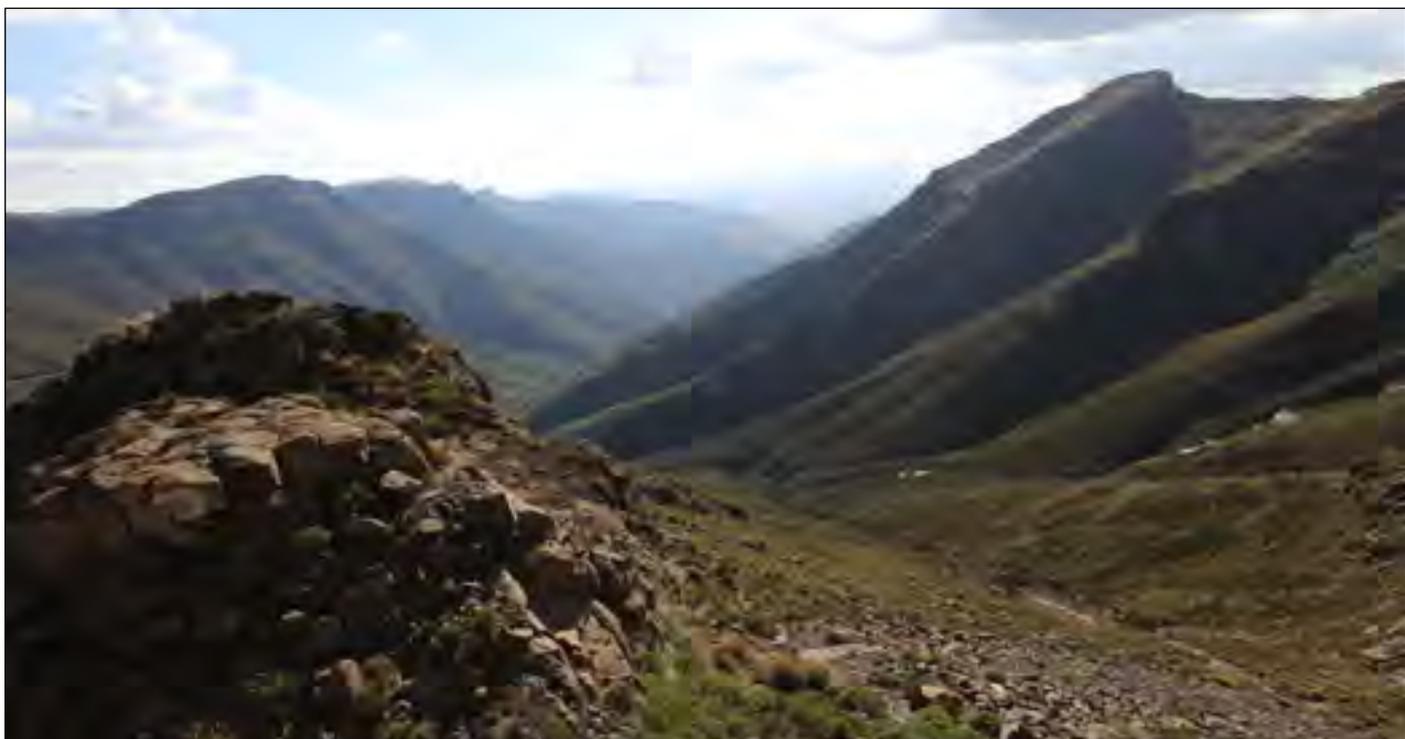
En 2000, les Etats Membres de la SADC ont signé le Protocole d'Accord Révisé sur le Partage des Ressources d'Eau dans le but d'optimiser la gestion commune de l'eau dans la région. Le Protocole a vu la création de plusieurs entités, parmi lesquelles la Commission

ORASECOM mise en place pour la gestion de la rivière Orange-Senqu entre les quatres Etats qui en sont membre : Botswana, le Lesotho, la Namibie et l'Afrique du Sud.

"Il existe 15 cours d'eau partagés dans la SADC, chacun ayant ses propres problèmes" affirme Phera Ramoeli, un Exécutif du Programme d'Eau au sein de la SADC. "ORASECOM compte bon nombre d'initiatives réussies. Ils possèdent maintenant une stratégie effective de gestion de l'eau qui tient en compte l'ensemble des initiatives afin d'assurer que les ressources hydrauliques de la rivière Orange-Senqu soient gérées de manière à éviter les conflits entre les Etats.

Une source potentielle de conflit est le surpâturage dans les terres humides du Lesotho, lequel commence à avoir des effets néfastes sur les ressources en aval. Le projet de Protection des Sources d'Eau de l'Orange-Senqu (Sponge) opère en collaboration avec le Département des Ressources naturelles et le ministère des Affaires d'Eau pour traiter de la dégradation des terres humides via une technique connue sous le nom de gestion saine des pâturages.





Les Hautes Terres du Lesotho, 3500m au dessus de la mer

“Selon un recensement de 2006, nous avons 70,000 unités d’animaux au Lesotho, affirme Dr Rats’ele Rats’ele, Directeur au Ministère de Gestion des Ressources naturelles.

Une entité animale correspond à la masse du bétail ou à un poids équivalent à un plus petit bétail.

“Chaque animal requiert huit hectare de terre pour paître chaque année (dans le but de) prévenir la dégradation de la terre,” dit-il. “Toutefois, nous n’avons que deux millions d’hectares pour paître les troupeaux, si vous faites le calcul vous remarquerez que nous avons besoin d’une superficie de plus de trois fois la dimension du Lesotho pour nos troupeaux.”

Le projet Sponge travaille avec les résidents des terres humides pour établir des associations de pâturage composées de toutes les parties prenantes au sein des Zones humides.

Une technique mise en œuvre par les associations de pâturage est appelée le pâturage de haute

densité. Auparavant, les bergers des troupeaux permettaient à leur bétail de déambuler librement pendant la journée, les laissant se nourrir seulement des plantes agréables de leur choix. Ceci avait accéléré la décimation de ces plantes et a même créé un vide écologique, provoquant la dégradation des pâturages. En instaurant le pâturage de haute densité, les bergers bloquent les troupeaux dans des domaines

limités, en accordant aux plantes décimées le temps de repousser.

“Nous pratiquons un pâturage rotationnel, tout en espérant conserver les prairies en bonne condition,” confirme le Chef Letse. “Les avantages du pâturage rotationnel seront évidents pendant l’hiver parce qu’il y aura encore de la nourriture à suffisance pour notre bétail. Un autre avantage est que cela prévient l’érosion du sol pendant



Les Terres Humides du Lesotho conservent le flux de la Rivière Orange-Senqu

les jours les plus pluvieux ou venteux.”

En conservant les zones humides opérationnelles, les quatre pays de l'Orange-Senqu bénéficient d'une gestion des pâturages améliorée par les bergers des montagnes du Lesotho.

Le Projet Sponge produit également un impact sur les vies des membres des associations de pâturage. Avant le projet, les fermiers espéraient un taux de gestation de 30 à 40% dans les troupeaux, mais maintenant les fermiers impliqués dans des associations de pâturage font état d'un taux de gestation de 100%. Certains font également état d'une plus grande quantité de récolte de laine et de mohair produits par les troupeaux de brebis et de chèvres.

“Lorsque le projet a commencé, il n'y avait que quelques associations de pâturage qui voulaient s'y joindre,” dit le Chef de la Division des Ressources d'Eau du Ministère des affaires d'Eau, Dr Makomereng Fanana.

“A présent presque toutes les associations veulent nous rejoindre. Même les communautés éloignées de Maseru (300 km)

réclament nos services pour des formations.” Le nombre d'associations de pâturages voulant être impliqués dans le projet a déjà dépassé toutes nos attentes.

“Ceci démontre le succès qui émane de Khubelu,” déclare Dr Fanana. “Nous espérons étendre notre projet au reste du pays. Nous avons une opportunité réaliste de sauvegarder les zones humides; nous avons une formule gagnante.”

Et cette formule gagnante démontre des problèmes complexes affectant les populations au delà des frontières

nationales peuvent être résolus par les gens qui travaillent ensemble sur terrain pour créer une solution avec des retombées régionales.

Le Protocole:

Le Secrétariat d'ORASECOM est l'une des institutions découlant du Protocole Révisé sur les Cours d'Eaux Partagés voté en 2000. Il appelle à la formation d'institutions étatiques afin de gérer de manière durable les 15 cours d'eaux partagés dans la région et à l'aune des objectifs de la SADC pour la réduction de la pauvreté et l'intégration régionale.



Un voyage vers le développement

Le Plan Directeur du développement Régional d'Infrastructure de la SADC (PDDRI) et le Protocole de la SADC sur le Transport, la Communication et la Météorologie soutiennent l'établissement de corridors de développement régionaux. Le chemin de fer de Moatize-Nacala illustre les avantages des corridors basés sur une infrastructure bien entretenue et des services de transport efficaces.

En novembre 2016, le premier train et autocars à parcourir les 912 kilomètres entre les champs de charbon de la Province de Tete au Mozambique et le nouveau port de Nacala a été mis en route. Le chemin de fer, traversant le Malawi, est un lien important entre la province productrice de charbon et le port majeur le plus proche. L'arrivée du train à Nacala a inauguré une nouvelle ère pour la SADC.

Alors que le port de Beira avait géré les livraisons de charbon dans le passé, il a été incapable de faire face aux quantités accrues, rendant nécessaire la construction d'une ligne vers le Malawi où elle rejoindrait une ligne existante nécessitant d'être modernisée.

Le chemin de fer Nacala-Moatize est l'un des corridors sous la PDDRI et a été exécuté par un partenariat public-privé avec le gouvernement du

Mozambicain.

Le concept de corridors et d'initiatives de développement territorial vise à faciliter le développement du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, des mines, de l'énergie, du tourisme et des autres ressources. Ces ressources sont inhérentes aux zones traversées par les réseaux régionaux d'infrastructures tels les routes et les chemins de fer.

Le PDDRI, approuvé en 2012 par les États membres de la SADC, est le plan directeur pour la mise en œuvre pratique du concept. Pour le corridor de Nacala, ceci signifie la génération de revenus sur investissement à long terme se focalisant, sur la création d'emploi dans la région en vue de réduire la pauvreté, facilitant ainsi la croissance de l'industrie agro-alimentaire et sa contribution au progrès économique, social et environnemental.

La Banque africaine de développement a fourni 300 millions USD au Malawi et au Mozambique afin de moderniser l'infrastructure et d'assurer le maintien de la ligne de chemin de fer. Les petites et moyennes entreprises ont été alloués à la croissance par la Banque de développement.

Un tronçon de l'ancienne ligne de chemin de fer avait une limite de vitesse de 10km/h. Après la remise en état, les trains peuvent désormais rouler jusqu'à 60km/h. Grâce à ces améliorations, le charbon peut maintenant être transporté de Moatize à Nacala en moitié moins de temps qu'il n'en fallait auparavant.

Le Gestionnaire de corridor Sara Taibo témoigne que le succès du corridor de développement de Maputo, reliant la capitale du Mozambique vers l'Afrique du Sud, a aidé à sécuriser des fonds pour des projets similaires.



“Je suis maintenant l’heureux propriétaire d’une belle maison que j’ai construite avec mon propre argent, quelque chose dont je n’aurais jamais rêvé de ma vie.”

Hillgud Kukhala
Ancien ouvrier



“C’était sur base de l’exemple de réussite du corridor de Maputo que le même concept a été répliqué pour les corridors de Beira et de Nacala et ensuite de Zambezia, dans le but de transporter le charbon depuis Moatize,” dit-elle.

Le but est de ne pas limiter le corridor à l’acheminement du charbon. Il doit également servir au transport d’autres cargaisons et marchandises provenant des pays voisins.

Le corridor sera en mesure de

transporter plus de 20 millions de tonnes de charbon par an dont les destinations incluent les Amériques, l’Asie orientale, Europe l’Inde, entre autres

“Pour l’instant nous avons une capacité de 18 millions de tonnes de charbon par an et la capacité de 4 millions de tonnes pour une cargaison générale,” déclare Taibo.

En 2016, la route voyait passer 631 000 tonnes. “Cette année, les prédictions annoncent 2,1 millions de tonnes et 85 000 de fret conteneurisé” .

Une partie du défi de construction était que la nouvelle voie qui devait être établie entre Moatize au Mozambique, et connecter avec la ligne de chemin de fer existante près de Liwonde dans le sud du Malawi.

Hillgud Kukhala, un plombier de 55 ans, fut l’un des ouvriers embauchés pour travailler sur la voie ferrée. Kukhala affirme qu’il n’avait aucune idée que cela changerait sa vie. “Je suis maintenant l’heureux propriétaire d’une belle maison que j’ai construite avec mon propre argent, quelque chose dont je n’aurais jamais rêvé de ma vie,” dit Kukhala.

Hormis la maison, il possède un troupeau de bétail et prend en charge sa mère veuve, avec versements mensuels.

Les bénéfices vont au delà de l’accélération du transport ferroviaire et la génération d’emploi : à la suite de la demande technologique de la planification, le secteur des TIC soutenant la gestion du chemin de fer en a également bénéficié. De plus, une route d’accès par le biais de Nampula et Nacala pour soutenir la construction du corridor a été



Le chemin de fer aura le potentiel d’accueillir 2.1 mil de cargaison

Le Protocole:

À travers le Protocole de la SADC sur le Transport, la Communication et la Météorologie, signé en 1996, les Etats Membres acceptent d'établir le transport, la communication et les systèmes météorologiques lesquels pourvoient des opérations et infrastructures pleinement intégrées et aussi efficaces que rentables afin de répondre aux besoins des clients, et de promouvoir le développement économique et social tout en étant écologiquement et économiquement durable.

modernisée et est maintenant utilisée par les motocyclistes.

L'objectif général du protocole de la SADC sur le Transports, la Communication et la Météorologie est d' "établir les transports, la communication et les systèmes météorologiques qui fournissent des infrastructures efficaces, rentables et entièrement intégrés, qui répondent mieux aux besoins des clients et favorisent le développement socio-économique, tout en étant écologiquement et économiquement durables".

Le PDDIR a été institué après que la SADC se soit rendue compte que le transport de marchandises en provenance des pays enclavés de la SADC augmenterait de 13 millions de tonnes en 2009 à 50 millions de tonnes d'ici 2030 et 148 millions en 2040, à un taux de croissance annuel moyen de 8,2 %. Le trafic portuaire total en Afrique Australe augmentera alors de 92 millions de tonnes en 2009 à 500 millions de tonnes en 2027.

La SADC indique que les modernisations prévues par le PDDIR, coûteront 100 milliards USD sur quinze ans. La plupart



des ports d'accès régionaux peuvent gérer seulement 30 à 50 % des cargaisons en transit, ce qui signifie que des ports secondaires doivent également être développés rapidement.

De nombreux ports de la SADC fonctionnent actuellement presque à pleine capacité et quelques facteurs retardant les cargaisons y compris des routes, des chemins de fer et des

installations portuaires délabrées, ainsi que de longues procédures de contrôle douanier .

Renforcer les infrastructures de la région en élargissant et en faisant un meilleur usage des ports en eau profonde existants tels que Nacala et Walvis Bay sont des facteurs importants pouvant contribuer à soutenir l'évolution de l'économie de la SADC.

KAZA Développe et Nourrit le Tourisme de la Région

La zone de Conservation Transfrontière du Kavango-Zambeze présente un haut potentiel touristique et possède les moyens nécessaires pour son exploitation durable.

Au Coeur de la région de la SADC, la Zone de Conservation du Kavango-Zambeze (KAZA) – une zone de conservation de la faune à grande échelle– représente une plateforme unique de conservation des ressources naturelles de la région.

A l'intérieur du Parc National de Hwange au Zimbabwe, au Sud-Est de la KAZA, le Projet portant sur les prédateurs du Trans- Kalahari utilise une approche remarquable pour restaurer la relation entre les résidents et les lions.

Le projet équipe les membres de la communauté d'un téléphone mobile pour faciliter la communication, d'une bicyclette pour faciliter la mobilité et d'une vuvuzela, un instrument traditionnel africain afin permettant d'émettre des sons audibles à travers de longues distances. Les 'Long Shields' (les long boucliers) se déploient alors sur base des données satellites afin de faire du bruit pour chasser les lions et ainsi protéger le bétail appartenant aux communautés de Hwange. Ce faisant, ils réduisent les confrontations entre les prédateurs et les résidents de la KAZA

“Quand les lions tuent le bétail, ceci impacte négativement les communautés. Lorsque les populations locales voient une vache ou une chèvre ou encore un âne, ils y voient une source de revenus. Ils peuvent vendre une vache pour

quelques centaines de dollars et envoyer leur enfant à l'école “témoigne Lovemore Sibanda, le gestionnaire de Projet du Programme 'Long Shields Lion Guardian'. “ Nos recherches les plus récentes suggèrent que les meurtres commis en représailles par les fermiers est la première cause du déclin des lions à Hwange.”

“Nous contactons les gestionnaires du Parc afin de les alerter lorsqu'il y a un 'animal problématique'. Nous nous dispersons alors avec nos vuvuzelas et eux avec des fusils, grâce à la coordination de nos efforts, nous parvenons à éloigner les lions.”

Alors que les humains se sont progressivement établis sur les routes migratoires et les zones d'habitation des grands mammifères, il y a eu un déclin significatif de ces espèces. Le nombre de lions en Afrique a diminué de 450,000 dans les années 1940 à seulement 20,000 aujourd'hui. Entre 3000 et 4000 de ces espèces vivent dans la KAZA .

“La faune contribue massivement au développement socio-économique de la région,” dit Dr Paul Funston, le Directeur du Programme des Lions et autres felins.

“Les lions sont la première espèce que les touristes veulent voir en Afrique. Dans les domaines où l'industrie du tourisme photographique est développée, un lion peut valoir jusqu'à 100.000 USD tout au long de sa vie.”





Un réseau des ONG opérant dans le KAZA TFCA

Les Etats Membres de la SADC se sont empressés de protéger ces animaux écologiquement et économiquement importants à travers la zone de conservation. Les chefs d'Etat de l'Angola, du Botswana, de la Namibie, de la Zambie et du Zimbabwe ont signé le Traité de la KAZA en 2011. Le traité a étendu et combiné des zones de conservation existantes au sein de chaque Etat Membre, menant ainsi à l'établissement de l'une de plus grandes zones de conservation du monde. Avec 36 réserves et parcs nationaux couvrant 520,000 km carrés, presque la superficie du Botswana, la KAZA est aujourd'hui la plus grande zone de conservation transfrontalière du monde. Elle abrite certaines des attractions touristiques les plus spectaculaires de la région, allant des chutes Victoria situées à la frontière entre la Zambie et le Zimbabwe, au Delta de l'Okavango. Le soutien de la SADC a permis l'harmonisation des politiques publiques et des réglementations transfrontalières ainsi qu'au développement de l'infrastructure dans la zone de conservation.

Combiné avec l'introduction du visa unique dans la SADC, ceci permet aux touristes de se déplacer plus facilement entre les différents sites.

La KAZA est ancrée dans les principes du Protocole de la SADC pour la Conservation de la Faune et le respect de la Loi. Le Protocole engage les Etats Membres à "Promouvoir la conservation des ressources communes de la faune via l'établissement de zones de conservation transfrontalières". Le mandat du Secrétariat de la Zone de conservation de la KAZA, lequel coordonne les pays partenaires, complète les objectifs clés formulés dans le Plan Regional indicatif de Développement Stratégique (PRIDS), le Plan directeur de la SADC pour la période allant jusqu'en 2020.

"En 2015, un Plan Directeur de Développement Intégré (PDDI) fut adopté par les pays partenaires" affirme le Dr Morris Mtsambiwa, le Directeur Exécutif du Secrétariat de la KAZA. "Afin d'assurer le développement intégré au niveau régional, le PDDI a identifié les éléments essentiels suivants: la gestion des ressources naturelles, le développement du tourisme, le développement des moyens de subsistance, la planification intégrée de l'exploitation des terres et le développement de l'infrastructure."

Cette approche multi-

sectorielle a créé une opportunité unique dans la zone de KAZA. "L'émergence des approches communautaires de la conservation signifie que les communautés rurales sont de plus en plus au centre des initiatives et du développement des programmes – faisant d'elles des acteurs essentiels pour le succès de la KAZA," souligne le Dr Mtsambiwa.

"Il y a beaucoup de produits touristiques transfrontaliers qui sont en train d'être développés dans les zones de conservation transfrontalière," dit Deborah Kahatano, membre du Programme pour les Ressources Naturelles et la Faune au Secrétariat de la SADC.

"Je vois la conservation et le tourisme comme deux faces d'une même pièce," elle ajoute. "Le tourisme en Afrique Australe dépend de la faune, alors sans la mise en œuvre de mesures pour la conservation de la nature, le tourisme perdrait ses produits les plus importants. Et sans le tourisme, il n'y aurait plus des ressources financières suffisantes pour financer les efforts de conservation requis."

"En tant que région, nous nous devons de protéger ces ressources afin que nous puissions jouir ensemble de leurs bénéfices," dit Kahatano.

Un aspect clé de la conservation de ces zones est la protection des écosystèmes naturels, lesquelles s'étendent au-delà des frontières nationales.

"Si œil je devais encercler sur la carte de l'Afrique les zones de conservation présentant le plus grand potentiel, je serais en mesure de tracer quatorze cercles et douze d'entre eux seraient transfrontaliers. Il est donc évident que la collaboration

“ Je suis moi-même d’ici et je suis maintenant gestionnaire de projet grâce à ces ressources naturelles.”

Lovemore Sibanda
Le Coordonateur du Projet de Long Shields Lion Guardian Programme
Parc National de Hwange, Zimbabwe



Le Protocole:

Pour protéger et commercialiser les produits du tourisme offerts par la région, le Protocole de la SADC sur le Développement du Tourisme entend réaliser pleinement le potentiel touristique de la région à travers un développement durable et équitable. Le protocole, signé en 1998, a pour ambition de promouvoir la région comme une destination unique du tourisme et de permettre la libre circulation des touristes dans la région.

au delà des frontières est cruciale pour la survie d’espèces comme les éléphants et les lions en Afrique,” déclare le Dr Funston.

“KAZA représente une opportunité considérable

pour la recherche et la conservation. De par sa taille et sa complexité, si nous pouvons acquérir de l’expérience ici, celle-ci sera sûrement applicable à d’autres régions en Afrique.”

Le Dr Funston était récemment impliqué dans la création de la Coalition pour la Protection des espèces carnivores. La coalition permet au Secrétariat de KAZA, et à un réseau d’ONG et de chercheurs au sein de KAZA de partager et d’harmoniser leurs données.

Dans l’esprit de la SADC, ceci promeut la collaboration et l’intégration des acteurs clés au delà des frontières pour leur bénéfice mutuel.

Le Coordonateur de Long Shields, Lovemore Sibanda complète un doctorat à l’Université d’Oxford sur le travail de conservation du Projet portant sur les prédateurs du Hwange.

“Depuis que le projet a commencé, nous avons remarqué le déclin de 50% de confrontation violente entre les communautés et les lions. La population espère désormais être engagée à des postes de traqueur, de serveur, de chauffeur ou encore de guide.

“ Je suis moi-même d’ici et je suis maintenant gestionnaire de projet grâce à ces ressources naturelles.”



Les lions sont les animaux les plus sollicités dans l’industrie du tourisme photographique

ZCT Établis

Traité Signé

1. PT du /Ai/Ais-/Richtersveld
(Afrique du Sud/Namibie)
2. PT du Grand Limpopo
(Afrique du Sud/Mozambique /Zimbabwe)
3. ZCT du Kavango-Zambezi
(Angola/Botswana/Namibie /Zambie /
Zimbabwe)
4. PT de Kgalagadi
(Afrique du Sud/Botswana)

Protocoles d'accord signés

5. ZCRT Lubombo
(Afrique du Sud/Mozambique / Swaziland)
6. ZCDT Maloti-Drakensberg
(Afrique du Sud/Lesotho)

ZCT SOUS

PROCESSUS D'ÉTABLISSEMENT

Mémorandum d'accord signé

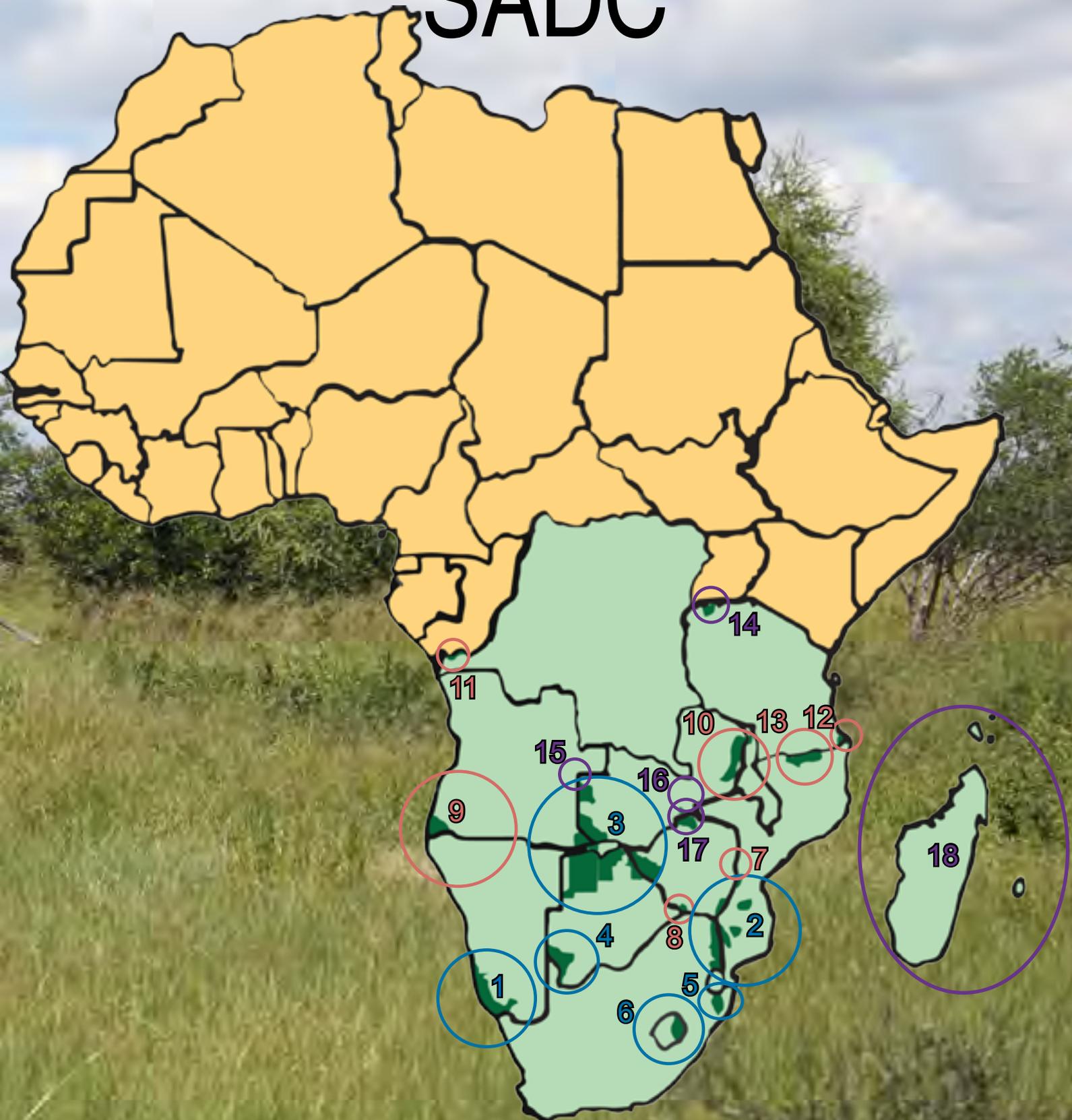
7. ZCT de Chimanimani
(Mozambique /Zimbabwe)
8. ZCT du Grand Mapungubwe
(Afrique du Sud/Botswana/Zimbabwe)
9. ZCT Iona - Skeleton Coast
(Angola/Namibie)
10. ZCT Malawi-Zambie
(Malawi/Zambie)
11. ZCT Forêts du Mayombe
(Angola/ Congo/RDC)
12. ZMCT Mnazi Bay - Quirimbas
(Tanzanie /Mozambique)
13. ZCT Niassa - Selous
(Tanzanie /Mozambique)

ZCT CONCEPTUELLES

14. ZCT du Kagera
(Rwanda/Tanzanie /Uganda)
15. ZCT Liuwa Plains-Mussuma
(Angola/Zambie)
16. ZCT Zambèze inférieur - Mana Pools
(Zambie /Zimbabwe)
17. PGTRN ZIMOZA
(Mozambique /Zambie /Zimbabwe)
18. ZCTF de l'Océan Indien Occidentale
(Comores/France /Madagascar /
Île Maurice /Mozambique /
Seychelles/Tanzanie)



Les Uniques Plateformes de Conservation de la SADC



Faire face au changement climatique ensemble

Une approche commune et des instruments régionaux efficaces soutiennent les Etats Insulaires de la SADC, lesquels sont les plus exposés aux effets du changement climatique.

C'est un jour nuageux dans la ville de Curepipe, à quelques kilomètres au Sud de de Port Louis, la capitale de l'Ile Maurice. Mais ceci n'empêche pas les étudiantes du Collège des Filles Hindus à monter les escaliers jusqu'au toit pour montrer fièrement une installation de panneaux solaires. C'est la réponse de l'école au changement climatique et elle est bien en avance sur bon nombre d'écoles du reste du monde.

La directrice de l'école, Andrea Gungadin, affiche un grand enthousiasme pour ce projet.

“En 2011, nos membres exécutifs ont décidé de commencer à utiliser l'énergie durable après que le Gouvernement Mauricien ait entrepris une campagne de sensibilisation sur cette problématique.” L'école fit ses recherches sur l'énergie solaire et “La décision fut prise d'établir un système photovoltaïque d'une capacité de trois kilowatt sur les toitures de l'école”.

Les cellules photovoltaïques convertissent l'énergie solaire directement en électricité, laquelle fournit la plupart des besoins électriques de l'école. Maurice ne dispose pas de

réserves pétrolières, ni de dépôts de gaz et est contrainte d'importer le carburant diesel pour ses grands générateurs qui produisent de l'électricité.

Le Conseil d'administration Central pour l'Electricité, une compagnie appartenant à l'Etat, fournit autour de 40% de l'électricité vendue dans le pays, le reste étant généré par les producteurs indépendants. Alors que la majorité de la production est basée sur le charbon ou le diesel importé, certains producteurs basent leur production sur la combustion d'un mélange de déchets agricoles provenant des plantations de cannes à sucre.

La croissance de la demande d'électricité à l'Ile Maurice s'élève à un peu plus de 3% par an, l'adoption de méthodes alternatives de production d'électricité est donc impérative. Il est également évident pour les professionnels dans le domaine de l'éducation que ce message doit être disséminé auprès des citoyens.

“Nous avons pour habitude de nous rendre sur ce toit avec nos afin de leur démontrer qu'ils pourront répliquer ces idées dans leur propres maisons une fois adultes, et ainsi pérenniser

l'ambition d'une ile Maurice écologique,” confie Gungadin.

Les autres écoles de la région, et des pays de la SADC tels que les Seychelles et la Tanzanie, ont répliqué cette initiative au l'énergie solaire faisant partie intégrante de la réponse au changement climatique.

Urmila Motar, élève du Collège des Filles Hindus, reconnaît que le projet est pertinent au delà de Maurice. “La SADC et les autres organisations soutiennent l'adoption de sources alternative d'énergie et, c'est important de souligner que les projets comme ceux-ci représentent le futur,” confie-t-elle. elle confie.

Un autre exemple de l'usage de de l'énergie solaire se trouve en Zambie, où l'énergie solaire est utilisée pour activer les pompes d'eau agricole.

Juste au Nord de la Capitale Zambienne, Lusaka, le fermier Elias Moyo explique comment il a construit sa propre pompe à énergie solaire.

“Je peux a présent faire pousser le blé, les tomates, les piments, les oignons et le gombo. Lorsqu'il fait sec, j'active la pompe par une journée ensoleillé et je remplis le réservoir,” dit-il, pointant du doigt un grand réservoir vert.



“La SADC et les autres organisations soutiennent l’adoption de sources alternative d’énergie et, c’est important de souligner que les projets comme ceux-ci représentent le futur.”

Andrea Gungadin
La Rectrice de l’Ecole
de Curepipe



La Politique de la SADC:

Le changement climatique est d’une importance cruciale pour la SADC, comme démontré par l’élaboration du Document de Politiques de la SADC sur le Changement Climatique adopté en 2012. Ce Document régit les réponses de la région au changement climatique tout en suggérant une approche multi disciplinaire, allant au-delà des barrières tant au niveau national que sectoriel. Ce document alligne la région derrière la vision de réponse aux effets du changement climatique par une mise en oeuvre effective d’initiatives qui participent au renforcement de la résilience socio-économique de la région.

Pour les fermiers comme lui, ceci représente des gains importants en productivité.

Du rechargement des téléphones cellulaires à la provision d’énergie pour permettre aux élèves de faire leurs devoirs la nuit, l’énergie solaire améliore la qualité de vie de nombreuses personnes dans la région.

Dans la Capitale de l’Ile Maurice, un fervent partisan de la première heure de l’énergie verte et l’un des experts de l’énergie durable de la SADC est le Ministre de l’Environnement, Mr. Etienne Sinatambou.

“Le défi pour l’Ile Maurice est

le plus marqué dans la SADC. LE Rapport de l’ONU de 2016 classe l’ile comme étant le septième Etat insulaire le plus exposé au monde a la montée du niveau de la mer.” déplore-t-il.

Les autres pays menacés par la montée du niveau de la mer incluent Madagascar et le Mozambique.

“Nous assistons déjà à l’accélération de la montée du niveau de la mer, l’érosion des plages, une augmentation en fréquence et en intensité de conditions climatiques extrêmes ainsi que la diminution de la pluviosité. Tout ces éléments nous rendent particulièrement vulnérables aux inondations,” argumente Mr. Sinatambou.

“De 2003 à 2017, la montée du niveau de l’eau de la mer a plus que doublé comparativement à la moyenne des 25 dernières années, et cependant notre niveau de pluviosité a diminué jusqu’à atteindre les niveaux des années pré-1930. Nous devons absolument être vigilants.”

Vingt pourcent des plages de l’érosion à long terme. Pour un pays dont plus de 30% de son Produit National Brute est généré par le tourisme, ceci représente un risque significatif pour le futur.

En tant qu’ancien ministre

des Affaires Etrangères et de l’Intégration Régionale, Mr Sinatambou est bien placé pour faire état du rôle de la SADC pour les Etats insulaires.

“La SADC assiste maintenant les pays dans la région en terme de lutte contre les effets du changement climatique,” . Comme exemple, il mentionne les négociations COP21 tenue à Paris en 2015, où la SADC a constitué une plateforme pour la défense d’une position commune.

La position commune adoptée par les Etats Membres a mis l’accent sur l’adaptation au changement climatique tout en se focalisant sur les mesures pour d’atténuation de ses effets par la finance, le transfert l’adoption d’innovations technologiques ainsi que le renforcement des capacités régionales. Pour l’Afrique Australe, l’une des régions les plus exposées aux augmentations des températures et au changement climatique, la stabilisation de la quantité de carbone émise dans l’atmosphère tout en permettant le développement de son économie est d’une grande importance. En parlant d’une seule voix, les Etats Membres ont assuré qu’ils seraient écoutés sur la scène mondiale. Le changement climatique est également un aspect

clé du Plan Régional Indicatif de Développement Stratégique (PRIDS) lequel régit l'agenda de la SADC jusqu'en 2020. Ceci a mené à la formulation.

D'initiatives régionales telles que le Document de la SADC sur le Changement Climatique, la Stratégie d'Adaptation au Changement Climatique pour le Secteur de l'Eau, et le Plan d'Action Stratégique du Changement Climatique de la SADC. Sinatambou croit que l'intérêt pour des actions conjointes est en train de gagner du terrain.

“La SADC s'engage désormais dans le développement du programme régional sur le changement climatique, ce qui est encourageant,” dit-il. “Ce que nous observons maintenant est le fait que la SADC coopère avec la Commission de l'Océan Indien pour l'élaboration d'un plan intégré afin de faire face à la menace.”

“Les organes régionaux travaillent avec la population de la région pour voir des résultats positifs,” ajoute Sinatambou. “Notre peuple a besoin et mérite d'être assisté, et la meilleure façon de faire ceci est d'afficher les résultats concrets.”

Le PRIDS prévoit également



Ministre de l'Environnement Etienne Sinatambou

des plans de réponse pour des situations d'urgences et le Ministre d'Environnement dit que son pays a inauguré un plan de réponse d'urgence pour l'Ile Maurice.

“Le système d'alerte précoce contre les tempêtes est doté d'une fonction de prévision à 6 jours et qui détermine où les rafales d'eau frapperont l'Ile et le degré de dommages attendu. C'est un plan spécifique est positivement accueilli par tous les Etats Membres de la SADC.”

La Secrétaire Exécutive, de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax, déclare que le succès peut seulement être assuré au moyen

de l'intégration régionale, et de l'harmonisation des systèmes et des projets.

“L'engagement ne devrait pas uniquement être verbal. Nous nous devons de mettre en oeuvre les idées. Ceci doit être exécuté par nous Tous, à différents niveaux, du gouvernement, aux secteurs publics et privés.”

Comme les projets solaires l'ont démontré en Ile Maurice, l'approche de la région pour répondre au changement climatique place les innovations technologiques au premier plan pour le développement de modèles de production d'énergie alternative en Afrique Australe.



L'Elève de la classe de 13eme Grade de Hindu Girls College, Curepipe en Ile Maurice

**Produit avec le soutien de l'Unité de
Relations Publiques et Communication du Secrétariat de la SADC**



Implemented by:



L'Equipe de Production
Des Latham - Chef de Projet
Campbell Easton - Vidéographe et Photographe
Nasya Smith - Concepteur, Editeur et Vidéographe
Keegan Latham - Vidéographe
Candice Wagener - Photographe
Paula Fray - Chef d'édition
Tafadzwa Rafemoyo - Liaison administrative
Joselyn Taruona - Supervision Administrative

**SADC Secretariat
Plot 54385 New CBD
Private Bag 0095
Gaborone, BOTSWANA
www.sadc.int
registry@sadc.int or prinfo@sadc.int
Tel: 00267 3951863**

**© SADC
www.sadc.int**



ISBN 978-99968-448-8-1